

Dossier PAC • Campagne 2018

Aide à l'assurance récolte

Notice d'information

Dispositions générales

Une aide à l'assurance peut être octroyée aux agriculteurs qui ont souscrit une assurance multirisque climatique couvrant leurs récoltes de l'année 2018. Cette aide est financée par l'Union européenne au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

L'aide à l'assurance récolte vise à inciter les agriculteurs à s'engager dans une démarche de gestion des risques climatiques sur leur exploitation. L'assurance récolte permet aux agriculteurs de bénéficier d'une couverture de risques étendue à l'ensemble des risques climatiques et adaptée à leurs besoins.

Quels sont les contrats d'assurance éligibles à l'aide ?

Depuis la campagne 2016, les contrats d'assurance multirisque climatique éligibles couvrant les cultures peuvent contenir **deux niveaux de garantie, auxquels s'appliquent des taux d'aide différenciés** :

- un niveau socle, dans lequel le capital assuré est plafonné par un barème, et qui prévoit un seuil de déclenchement de 30 % minimum et une franchise de 30 % minimum pour les contrats par groupe de cultures et de 20 % minimum pour les contrats à l'exploitation ; la part de la prime ou cotisation d'assurance correspondant à ce niveau socle est subventionnable au taux de 65 %. Ce taux est garanti pour la campagne 2018 ;
- des garanties complémentaires subventionnables optionnelles, permettant par exemple d'augmenter le capital assuré (dans la limite du prix de vente réel de la production) ou d'abaisser la franchise jusqu'à 25 % pour les contrats par groupe de cultures ; la part de la prime ou cotisation d'assurance correspondant à ces garanties complémentaires est subventionnable à taux réduit de 45 %. Ce taux est garanti pour la campagne 2018.

Pour les **contrats couvrant les prairies**, un seul niveau de garantie, caractérisé par un capital assuré plafonné par un barème, un seuil de déclenchement de 30 % minimum et une franchise de 25 % minimum, est éligible. Il est subventionnable à taux maximal de 65 %. Ce taux est garanti pour la campagne 2018.

Seuls pourront faire l'objet d'une aide les contrats qui vérifient les critères suivants :

- le contrat d'assurance doit avoir été souscrit auprès d'une entreprise d'assurance s'étant engagée à respecter le cahier des charges applicable aux entreprises d'assurance pour la prise en charge partielle de prime ou cotisation d'assurance récolte 2018 (renseignez-vous auprès de la DDT(M) de votre département ou consultez la liste sur le site internet du ministère) ;

- le contrat doit couvrir au minimum les risques de sécheresse, excès de température, coup de chaleur, coup de soleil, températures basses, manque de rayonnement solaire, coup de froid, gel, excès d'eau, pluies violentes, pluies torrentielles, humidité excessive, grêle, poids de la neige ou du givre, tempête, tourbillon, vent de sable ;
- les contrats doivent prévoir un seuil de déclenchement de 30% minimum ;
- les contrats prévoient une franchise de 30 % minimum (25 % minimum pour les garanties complémentaires subventionnables) pour les contrats par groupe de cultures et une franchise de 20 % minimum dans le cas de contrat à l'exploitation ;
- les contrats doivent couvrir une part minimale des surfaces :
 - l'ensemble des surfaces en production pour les contrats par groupe de culture « viticulture », « arboriculture » et « prairies » et 70 % des surfaces en production pour le groupe « grandes cultures, cultures industrielles, légumes et horticulture ». Cette obligation ne porte que sur les cultures en production incluses dans le périmètre de couverture obligatoire (pour en savoir plus, rapprochez-vous de votre entreprise d'assurance ou consultez l'annexe 7.5 du cahier des charges applicable aux entreprises d'assurance) ;
 - 80 % de la superficie en cultures de vente en production pour les contrats à l'exploitation (et au moins deux natures de récoltes différentes).

Le contrôle du taux de couverture est réalisé sur la base des surfaces admissibles déclarées desquelles sont déduites les bordures (à l'exception des bordures déclarées productives (code BFP), qui sont elles comptabilisées) et les surfaces non encore en production.

Pour les vignes à raisin de cuve, il convient de déclarer les vignes non en production (non concernées par l'obligation de couverture) sous le code VRN.

Pour l'arboriculture, les documents justifiant les surfaces non en production devront être joints au formulaire de déclaration de contrat (inventaire verger certifié par la coopérative ou l'organisation de producteurs, copie de factures d'achats de plants...).

Vous pouvez souscrire une extension de contrat visant à étendre votre couverture d'assurance, notamment à abaisser le seuil de déclenchement et la franchise en deçà des valeurs fixées par la réglementation (cf. ci-dessus). La part de la prime ou cotisation d'assurance afférente à ces extensions n'est pas éligible à l'aide.

Procédure de demande d'aide

1. Dépôt d'un dossier PAC incluant la demande d'aide à l'assurance récolte au plus tard le 15 mai 2018 — Rappel

Pour bénéficier de l'aide à l'assurance récolte, vous devez en avoir fait la demande dans le formulaire de demande d'aides de votre dossier PAC. Pour ce faire, vous devez avoir coché la case « Aide à l'assurance récolte » dans le formulaire de demande d'aides.

Votre dossier PAC doit être complété et signé par voie électronique sur le site telepac www.telepac.agriculture.gouv.fr avant le 15 mai 2018. C'est la date de signature électronique, acte final de votre déclaration, qui vaut date de dépôt de votre demande d'aide.

2. Règlement de votre prime ou cotisation d'assurance avant le 31 octobre 2018

Pour bénéficier de l'aide, vous devez avoir payé la totalité de la prime ou cotisation d'assurance afférente à votre contrat au plus tard le 31 octobre 2018.

Toute anomalie constatée pourra entraîner des réductions financières allant jusqu'à la suppression totale de l'aide.

3. Dépôt de votre formulaire de déclaration de contrat au plus tard le 30 novembre 2018

Votre formulaire de déclaration de contrat doit impérativement être déposé à la DDT(M) du siège de votre exploitation le 30 novembre 2018 au plus tard. C'est la date de réception de votre formulaire qui est prise en compte et non la date d'envoi de votre courrier.

Ce formulaire de déclaration de contrat pré-rempli vous sera envoyé par votre entreprise d'assurance. Il vous appartient de vérifier la conformité des informations y figurant et de le signer avant de le transmettre à la DDT(M). S'il comporte des inexactitudes, vous ne devez en aucun cas procéder vous-même à sa mise à jour. Vous devez prendre contact avec votre assureur pour lui signaler les corrections à effectuer et lui demander d'établir un nouveau formulaire.

4. Information de votre entreprise d'assurance

Vous devez informer votre entreprise d'assurance, entre la souscription de votre contrat et le dépôt de votre dossier PAC puis avant l'envoi du formulaire de déclaration de contrat, de toutes modifications qui pourraient avoir impacté votre dossier (mise à jour de l'assolement, modification du statut, changement de numéro PACAGE...).

Calcul et versement de l'aide

L'aide prend la forme d'une prise en charge partielle des primes et cotisations d'assurance éligibles, nettes d'impôt et de taxe, dont le taux de 65 % pour la part de la prime correspondant au niveau socle et 45 % pour la part de la prime correspondant à des garanties complémentaires subventionnables, est fixé par arrêté interministériel annuel.

Le versement des aides interviendra au printemps 2019.

Vos engagements

Ne pas demander d'autres aides pour le même contrat d'assurance

Vous ne devez pas solliciter de prise en charge de ce contrat au titre d'autres dispositifs (collectivités territoriales, Organisation commune de marché-OCM,...).

Contrôles et réductions

1. Contrôles spécifiques liés à la demande d'aide à l'assurance récolte

Les contrôles de la demande d'aide à l'assurance récolte sont en général des contrôles sur pièces. Ils portent sur :

- les informations contenues dans le formulaire de déclaration de contrat ;
- une preuve que vous avez payé la totalité de votre prime ou cotisation d'assurance avant le 31 octobre 2018. Cette pièce est fournie à l'administration par votre entreprise d'assurance.

I – Lors des contrôles sur pièces, la correspondance entre le montant de la prime ou cotisation d'assurance récolte due et le montant payé est notamment vérifiée. Lorsque, suite à un paiement seulement partiel au 31 octobre 2018, le montant de la prime ou cotisation d'assurance payé au 31 octobre 2018 est inférieur au montant de la prime ou cotisation d'assurance

subventionnable, la prise en charge est calculée sur la base de la prime ou cotisation payée au 31 octobre 2018 et des réductions et exclusions peuvent être appliquées selon l'importance de l'impayé.

Ainsi, lorsque le montant de la prise en charge calculée sur la base de la prime ou cotisation subventionnable dépasse de plus de 10 % le montant de la prise en charge calculée sur la base de la prime ou cotisation payée au 31/10/2018, la prise en charge fait l'objet d'une réduction égale à la différence des deux montants, et n'allant pas au delà du montant total de prise en charge.

II – Lorsque le taux de couverture se révèle inférieur au taux de couverture obligatoire, il n'est accordé aucune prise en charge au titre de la campagne concernée.

III – En cas de sur-déclaration intentionnelle ou de fausse déclaration, il n'est accordé aucune prise en charge au titre de la campagne considérée et le demandeur ne peut obtenir de prise en charge au titre de la campagne suivante.

2. Contrôles généraux du dossier PAC

En déposant votre dossier PAC, vous vous engagez à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités chargées des contrôles.

En cas de contrôle, il vous sera demandé :

- de présenter tous les éléments justifiant votre déclaration ;
- d'accompagner ou de faire accompagner le contrôleur sur l'exploitation.

À l'appui des constats relevés par les contrôleurs, des photographies pourront être prises. En cas de contestation des éléments relevés par le contrôleur, vous devrez le signaler sur le compte-rendu de contrôle que vous aurez à signer à la fin du contrôle ou sur la fiche d'observation qui vous sera remise à cet effet.

Vous disposez d'un délai de 10 jours après le contrôle pour apporter par écrit des observations complémentaires auprès du service chargé des contrôles. Vous pouvez également demander par écrit et immédiatement après le premier contrôle un second contrôle en motivant votre demande par un descriptif précis des éléments contestés.

Toute anomalie constatée peut entraîner des réductions financières.